

VIVE LA COMMUNE !

Il y a près de 150 ans, pendant que la bourgeoisie stigmatisait les travailleurs comme « paresseux » et que le mouvement socialiste forgeait en réaction la figure de l'ouvrier virile et amoureux de son travail...

« Vous revoilà professeur. On se doit à la Société, m'avez-vous dit ; vous faites partie des corps enseignants : vous roulez dans la bonne ornière. – Moi aussi, je suis le principe : je me fais cyniquement entretenir ; (...) Travailler maintenant, jamais, jamais ; je suis en grève. »

Arthur Rimbaud, lettre à son professeur Georges Izambard, le 13 mai 1871 (pendant la Commune de Paris).

« - Qu'y puis-je ? Je connais le travail ; et la science est trop lente. Que la prière galope et que la lumière gronde... je le vois bien. C'est trop simple, et il fait trop chaud ; on se passera de moi. »

Arthur Rimbaud, L'Éclair, dans Une saison en enfer.

« Quant au bonheur établi, domestique ou non... non, je ne peux pas. Je suis trop dissipé, trop faible. La vie fleurit par le travail, vieille vérité : moi, ma vie n'est pas assez pesante, elle s'envole et flotte loin au-dessus de l'action, ce cher point du monde. »

Arthur Rimbaud, Mauvais sang, dans Une Saison en enfer.

« L'action n'est pas la vie, mais une façon de gâcher quelque force, un énervement. La morale est la faiblesse de la cervelle. »

Arthur Rimbaud, Alchimie du verbe, dans Une Saison en enfer.



HARZ-LABOUR

semaine du 21 au 27 mars, grève contre la loi El Khomri

niverenn 6 — numéro 6

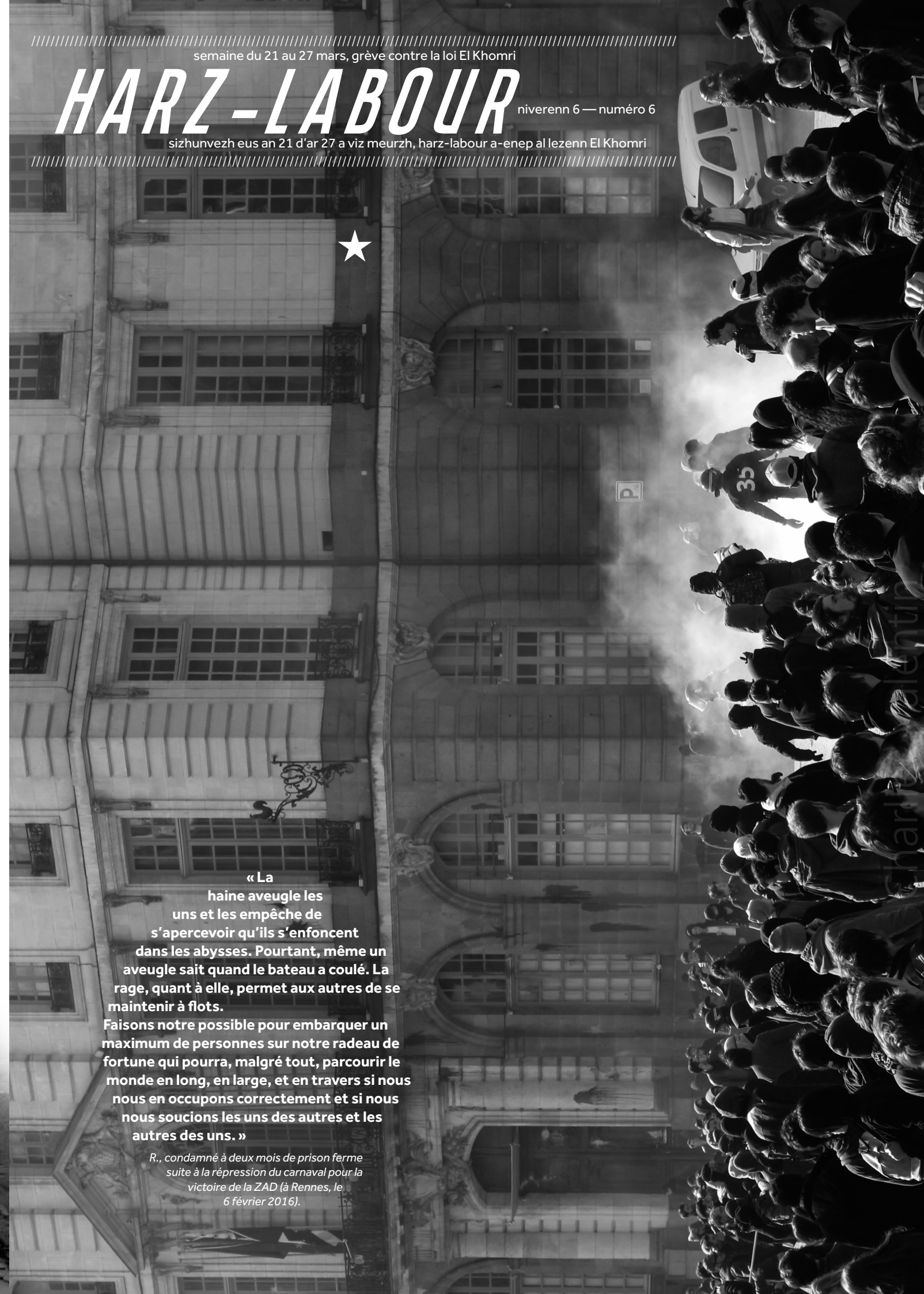
sizhunvezh eus an 21 d'ar 27 a viz meurzh, harz-labour a-enep al lezenn El Khomri



« La haine aveugle les uns et les empêche de s'apercevoir qu'ils s'enfoncent dans les abysses. Pourtant, même un aveugle sait quand le bateau a coulé. La rage, quant à elle, permet aux autres de se maintenir à flots.

Faisons notre possible pour embarquer un maximum de personnes sur notre radeau de fortune qui pourra, malgré tout, parcourir le monde en long, en large, et en travers si nous nous occupons correctement et si nous nous soucions les uns des autres et les autres des uns. »

R., condamné à deux mois de prison ferme suite à la répression du carnaval pour la victoire de la ZAD (à Rennes, le 6 février 2016).



ET LA GRÈVE EST À PEINE COMMENCÉE...

Il y a eu la loi Macron, la loi sur le renseignement, l'état d'urgence et sa constitutionnalisation, ou encore la déchéance de nationalité. Il y a aussi eu ce communiqué de Manuel Valls se vantant d'expulser plus de personnes sans papiers que le faisait Sarkozy, l'expulsion de la jungle à Calais, les expéditions guerrières sur plusieurs continents, ou encore le meurtre d'un manifestant à Sivens et la répression de ceux qui se sont opposés à la COP21.

Il y a maintenant la menace de reprise des expulsions sur la ZAD et la loi El Khomri, qui poussent des dizaines de milliers de personnes à la révolte. S'il serait vain de tenter de savoir pourquoi la colère explose maintenant plutôt qu'à un autre moment contre d'autres mesures toutes aussi dégueulasses, **TOUTE PERSONNE UN MINIMUM ATTENTIVE CONSTATE QUE LA LUTTE EN COURS DÉPASSE DÉJÀ L'OPPOSITION À LA SEULE LOI EL KHOMRI.**

Derrière le « refus de la précarité » ou celui d'être une « génération sacrifiée », c'est un refus de continuer à jouer le jeu de l'employabilité et de la disponibilité perpétuelle qui s'exprime maintenant dans chaque manifestation. Au delà de la légitime détestation du PS, l'absence totale de croyance des mani-festants dans la politique classique et dans tout discours institutionnel est maintenant évidente.

Lorsque la détermination d'une manifestation permet de bloquer une gare ou d'empêcher des arrestations de manifestants par la BAC, quand les slogans proclament une détestation égale du travail, du PS et de la police, il faut toute la morgue des directions syndicales pour faire semblant de croire que la contestation concerne la seule loi El Khomri, et qu'il faudrait faire des propositions pour « une autre organisation du travail ».

PLUS QU'UN ARRÊT DU TRAVAIL. LA GRÈVE EST AUSSI LA CRÉATION D'UN ESPACE-TEMPS QUI ÉCHAPPE AUX RÈGLES HABITUELLES. Lors d'une grève, d'un blocage, d'une occupation, c'est l'abolition d'une certaine normalité qui nous rend disponibles à la situation. Il ne s'agit donc pas d'être « crédibles » aux yeux d'une « opinion publique » créée de toute pièce par ceux qui entendent s'exprimer en son nom. Pas plus qu'il ne faut être « légitimes » aux yeux de ceux qui, de par leur positions (de patron, de flic, de proviseur d'un lycée ou de vigile d'une université) sont de fait hostiles à l'interruption de la normalité dans les lieux qu'ils entendent gérer.

Au contraire, il s'agit de continuer d'expérimenter et de prendre des risques ensemble tout en étant attentifs les uns aux autres, comme ce fut le cas le jeudi 17 mars lorsque plusieurs tentatives d'interpellations furent évitées grâce à la réactivité des manifestants. Les manières de lutter sont nombreuses. En bloquant une gare, en défilant, en chansons et en slogans, en bloquant un lycée, en taguant une banque, en occupant une fac, en jetant des projectiles sur les flics pour les tenir à distance lorsqu'ils tentent d'attaquer la manifestation, etc. Ces méthodes ne sont pas incompatibles, ni contradictoires. **L'ACCROISSEMENT DE NOTRE FORCE VIENDRA DE LA DIVERSITÉ DE NOS PRATIQUES.**



COMMUNIQUÉ DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE RENNES 2 :

Alors que le mouvement n'en est qu'à ses débuts, le jeudi 17 mars, nous étions déjà 150 000 dans les rues des différentes villes de France, dont 5 000 à Rennes. 120 lycées étaient alors bloqués partout en France, et le blocage fut reconduit dans plusieurs d'entre eux dès le lendemain.

Puisque s'était exprimée dans toutes les Assemblées Générales la volonté d'être à la fois nombreux et offensifs afin de faire plier le gouvernement, jeudi dernier, après les débrayages et le départ en manifestation, la gare de Rennes a été occupée, avant que la mairie ne soit redécorée. Alors que les manifestants tentaient d'entrer dans la mairie de Rennes pour exiger que Nathalie Appéré se prononce contre la loi El Khomri, la manifestation a alors été gazée par la police. Profitant des tirs de gaz lacrymogènes, la BAC a alors chargé et matraqué une partie des manifestants, tentant d'arrêter quatre personnes. Grâce à la solidarité et au refus des manifestants de laisser la police arrêter leurs camarades, la BAC a dû reculer, et n'a pu arrêter qu'une seule personne. Si le seul manifestant arrêté a été libéré 24 heures plus tard

grâce à la mobilisation en sa faveur, son inculpation n'est pas seulement grotesque, mais est absolument inacceptable pour au moins toutes les personnes qui ont assisté à l'attaque du cortège par la police.

Ces scènes ne sont malheureusement pas rares. Dans toute la France, ce sont 23 manifestants qui ont été arrêtés jeudi dernier, et des dizaines qui ont été blessés par la police. Dans plusieurs villes de France, les présidents d'universités décident de fermetures administratives pour empêcher les étudiants de se réunir. À Tolbiac, un amphi a été évacué par les CRS pour empêcher la tenue d'une Assemblée Générale. À Strasbourg, les étudiants qui souhaitaient se réunir à la fac de droit après la manifestation ont été gazés par la police. Les jours précédents, un étudiant avait été arrêté à Lyon (*ndlr : sur désignation des vigiles de la fac*) en pleine Assemblée Générale. Dans les Hauts-de-Seine, une compagnie de police avait débarqué pour tenter d'interrompre une heure d'information syndicale dans un centre de tri de la poste.

Après avoir été à plusieurs reprises gazés devant la mairie de Rennes, et après être restés ensemble pour exiger la libération de notre camarade, nous ne nous sommes pas reconnus dans la fable médiatique cherchant à diviser la manifestation de jeudi dernier entre des gentils manifestants et des méchants casseurs. Masqués ou à visage découvert, salariés, à la recherche d'un emploi ou ne souhaitant pas travailler, étudiants, lycéens ou retraités, portant un drapeau syndical ou jouant de l'accordéon, ce sont des milliers de personnes qui, dans leur diversité, sont restées ensemble sur la place de la mairie face à la police après l'arrestation d'un manifestant. Et c'est tous ensemble que nous scandions « Libérez notre camarade ! » ou encore « Tout le monde déteste la police ! » lorsque nous sommes repartis en cortège en direction du commissariat central.

Alors que le gouvernement et certains médias cherchent à diviser les manifestants entre eux, nous affirmons au contraire que la diversité des modes d'action est une force et non une faiblesse. En dépit des déclarations ridicules de Myriam El Khomri affirmant que « tout le monde a une responsabilité pour apaiser les choses », **NOUS NE LANCERONS ÉVIDEMMENT AUCUN APPEL AU CALME. ET LE MOUVEMENT VA CONTINUER. NOUS EXIGEONS LA LIBÉRATION DE TOUTES LES PERSONNES ARRÊTÉES, ET L'ARRÊT IMMÉDIAT DES POURSUITES.**